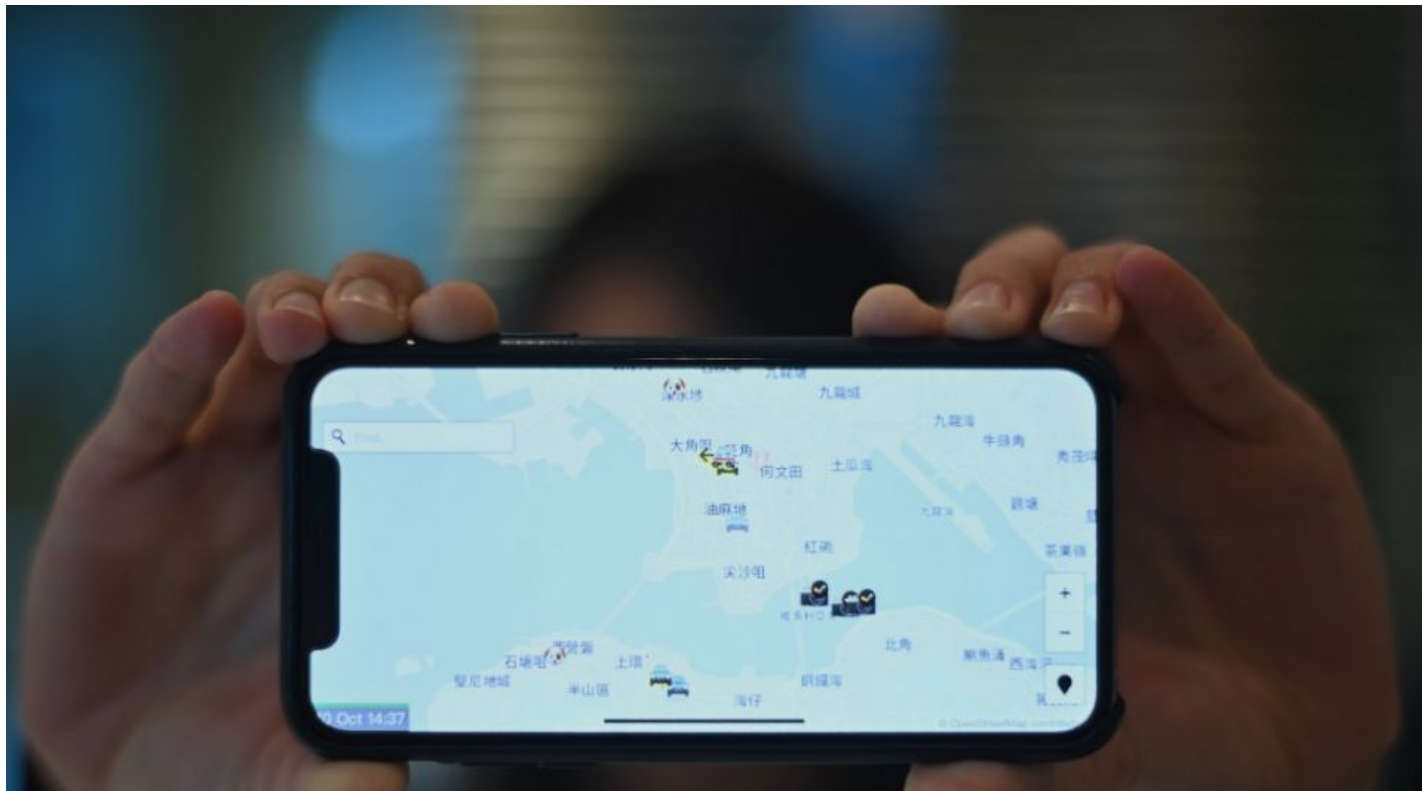


Répression policière : quelle éthique choisir face à la Chine ?



Apple a retiré l'application de transport urbain, HKmap.live. Alors que les tensions entre les manifestants pro-démocratie et la Chine sont toujours vives, cette application permettait de localiser les policiers sur une carte.

Avec Benoît de Valicourt

Avec Sophie de
Menthon

Atlantico.fr : Apple a choisi de retirer son application, HKmap.live, qui permettait aux manifestants de repérer les policiers. Google, pour sa part, était rentré dans un bras de fer avec la Chine en 2010 sur la censure du site, au nom de la liberté d'expression, aboutissant à l'interruption de ces activités. Les entreprises devraient-elles davantage se conformer à l'éthique qu'elles prétendent défendre ?

Sophie de Menthon : Je pense qu'il y a plusieurs éléments de réponse. Tout d'abord on ne peut pas échapper à une certaine réalité économique : très clairement, toute entreprise informatique qui souhaite aujourd'hui vendre ses produits sur le marché mondial est obligée de produire en Chine. Après, bien évidemment que ça ne signifie pas que c'est à n'importe quelles conditions et là encore, il y a beaucoup de normes qui encadrent les entreprises sur le plan éthique. Elles s'y conforment justement, puisqu'elles n'ont pas le choix. La question maintenant est plutôt celle de dépasser la conformité justement : comment aller un cran plus loin par rapport aux contraintes réglementaires, au nom d'une certaine conception de l'éthique que l'on défend ? Et cela passe aussi par le fait de définir son identité, en tant qu'entreprise. C'est la fameuse « raison d'être » et l'importance pour une entreprise de définir ses valeurs, avant de les porter.

Enfin, vous parlez « des entreprises », rappelons également qu'elles ne sont pas toutes égales en la matière. Apple et Google ne disposent pas forcément de la même marge de manœuvre, de la capacité à s'affirmer (ou à renoncer à une part de marché) qu'une petite PME.

Benoît de Valicourt : La Chine vient de fêter les 70 ans de la RPDC, les images de cet anniversaire ont été occultées par les principaux médias préférant se focaliser sur la mort d'un manifestant à Hong Kong. D'un côté la Chine populaire et ses 1,4 milliard d'habitant et de l'autre une ex-colonie britannique peuplée de 7 millions d'habitants. Le calcul économique est vite fait, d'autant que la Chine s'est engagée à respecter l'autonomie « contrôlée » de son territoire jusqu'à la moitié du XXIème siècle et le temps passe vite !

La Chine a montré au monde qu'en l'espace d'un demi-siècle, elle est devenue une des plus grandes puissances économiques, militaires et politiques. La clairvoyance de Deng Xiaoping au début des années 80 a ouvert les portes de la Chine au capitalisme et favorisé le retour de Hong Kong et Macao dans le giron de Pékin.

Les Chinois ont créé leur propre réseau sociaux, certes verrouillé et sous contrôle mais dans un pays où la liberté de voyager est favorisée depuis le début du XXIème siècle, la question de la liberté de parole sur la toile est secondaire, qui plus est dans un pays

où, au moment de la chute du mur de Berlin, réprime les manifestations avec une violence « efficace », il est compliqué de transposer notre modèle occidentale de démocratie et de liberté d'expression.

Par ailleurs, quel crédit accorder aux entreprises occidentales qui portent haut et fort les valeurs de liberté dans des régimes autoritaires et qui dans les démocraties censurent les internautes ?

La Chine n'attend pas Google ou Apple pour définir son modèle de société mais les GAFAs ont besoin de la main d'œuvre chinoise ...

Doit-on y voir une trop grande dépendance de nos économies à un marché contrôlé par un état totalitaire ?

Benoit de Valicourt : Quand la Chine a organisé les Jeux Olympiques d'été en 2008, de nombreux pays occidentaux ont voulu boycotter les jeux pour manifester leur désaccord sur la question des Droits de l'Homme. J'imagine que cette question a été vite tranchée quand toutes les belles âmes se sont rendu compte que sans les Chinois, nos magasins seraient vides. Les démocraties pouvaient boycotter les JO de Moscou en 1980, les enjeux économiques étaient quasi nuls. Enfant, j'entendais dire que les Chinois étaient capables de faire pousser des carottes sur de la roche, Alain Peyrefitte écrivit en 1973 « Quand la Chine s'éveillera » et Shanghai est aujourd'hui une des principaux centres financiers du monde. Sans renier la révolution de Mao, la Chine a adopté une double doctrine : communiste et libérale. D'un côté le Parti, de l'autre le Capital. Marx en avait rêvé, les Chinois l'ont fait ! et les occidentaux, impuissants, font fabriquer en Chine pendant que les Chinois aisés sauvent de la faillite nos entreprises et rachètent notre patrimoine. Oui, les pays occidentaux sont dépendants de Chine totalitaire.

Quel équilibre trouver entre nécessité économique d'implantation dans le marché chinois et démarche éthique ?

Sophie de Menthon : Il faut juste rappeler que 100 % de la production mondiale informatique est fabriquée en Chine. Donc bien sûr qu'il y a une nécessité économique à s'implanter dans le marché chinois et pourquoi ? Car ils ont une maîtrise technologique supérieure sur tout ce qui est composantes électroniques. Stéphane Français, PDG de Thomson et membre ETHIC nous le confirme « si on ne veut pas passer à côté du marché mondial, on doit être en partenariat avec les sociétés d'assemblage chinoises. »

Concernant la démarche éthique, il ne faut pas se leurrer sur l'exigence et les contrôles extrêmement strictes qui pèsent sur un tel marché à 154 milliards de \$. Il y a bien évidemment un niveau de qualité à fournir pour prétendre à une position mondiale. Donc l'équilibre est déjà de respecter les chartes de qualité et l'ensemble des réglementations de mise en œuvre, validation des usines et vis-à-vis du personnel etc. et d'articuler cela avec la maîtrise française en matière de design, RGPD.

Ensuite, de nouveau, les entreprises sont libres d'aller au-delà des réglementations internationales ; de définir et de pousser leur propre vision d'une démarche éthique qui intègre les conditions de marché relativement incontournables.

Comment maintenir un rapport de force des entreprises avec un état comme la Chine ?

Sophie de Menthon : Le rapport de force est inhérent au libéralisme et à toute relation commerciale entre deux acteurs qui cultivent des intérêts propres. Il faut avoir en tête que le marché chinois est dense. Il y a une offre compétitive entre toutes ces sociétés en Chine ; les entreprises extérieures sont libres de commercer avec qui elles le souhaitent et de changer à tout moment, sans obligation. C'est pour cette raison que le rapport de force est à l'avantage des entreprises entrantes sur ce marché telles Thomson Computing comme nous le confiait son PDG Stéphane Français. Donc oui, il faut maintenir cet ascendant et comment, et bien c'est la loi du marché : les sociétés chinoises sont également une économie de marché en libre concurrence.

Et puis maintenir le rapport de force ça veut aussi dire se méfier et faire comme eux : travailler nuit et jour !

D'un point de vue moral et politique, est-ce aux entreprises occidentales de se restreindre ou aux Etats d'origine de réguler plus strictement le comportement de ces entreprises en Chine ?

Benoit de Valicourt : Quand on est invité, on accepte les règles de son hôte. Cela vaut à titre privé, lors de voyages mais aussi dans le monde économique. Iriez-vous vendre du porc en Arabie Saoudite ?

Ne pas se mêler de politique est-il à l'inverse un choix viable pour les entreprises ? Est-ce un choix possible dans le discours contemporain de responsabilité des entreprises ?

Benoit de Valicourt : L'entreprise est devenue une personne, elle défend des valeurs et crée une communauté autour d'elle, avec ses clients. De là à lui donner le droit de vote est sans doute exagéré ! Plus sérieusement, une des manifestations de la marque est son comportement et notamment son engagement RSE (Responsabilité Sociale des Entreprises) qui définit les préoccupations sociales et écologiques de l'entreprise. C'est certes politique mais ce n'est pas une manifestation régaliennne au même titre que la justice ou les affaires étrangères. Il est pour les entreprises nécessaires de s'engager et de défendre des valeurs mais dans le domaine qui est le sien pour porter avec force un message en toute légitimité. Si Facebook doit se préoccuper des Droits de l'Homme et des libertés individuelles, doit-on demander à MBDA (fabricant de missiles) de s'engager en faveur de la paix dans le monde ?